



Carrière et rémunération : l'UNSA force de proposition pour 2026

Lors du Conseil commun de la fonction publique (CCFP) du 13 janvier, le ministre de la Fonction publique a présenté les grandes orientations de son agenda social pour 2026. Plusieurs annonces rejoignent les revendications portées de longue date par l'UNSA Fonction Publique. Pour autant, leur crédibilité reste conditionnée à leur traduction budgétaire et réglementaire effective.

1. Ouverture d'un chantier « Carrière et rémunération »

Répondant à une exigence clairement formulée par l'UNSA — notamment dans son courrier adressé au Premier ministre à la mi-décembre — **le ministre a confirmé l'ouverture de négociations dédiées aux parcours professionnels et aux déroulements de carrière.**

L'enjeu est majeur : garantir à l'ensemble des agents, titulaires comme contractuels, de véritables perspectives d'évolution et une reconnaissance professionnelle cohérente avec leur engagement et leurs responsabilités.

Le calendrier : l'UNSA exige une mise en œuvre dès 2026 afin que ces mesures produisent des effets concrets sur les budgets 2026 et 2027. Toute réforme déconnectée des lois de finances serait vouée à l'ineffectivité.

Premières orientations annoncées :

- **Catégories B et C** : revalorisation des taux de promotion (ratios « promus/ promouvables ») afin de mettre fin à des parcours excessivement ralentis et de restaurer des perspectives de carrière acceptables.
- **Catégorie A (Attachés)** : confirmation d'avancées sur l'encadrement de proximité, incluant l'amélioration des ratios de promotion et la défonctionnalisation de l'accès au troisième grade, revendication ancienne de l'UNSA.

Position constante de l'UNSA : aucune politique de carrière crédible ne peut se substituer à une revalorisation régulière de la valeur du point d'indice, socle indispensable du pouvoir d'achat de l'ensemble des agents publics.

2. Les priorités transversales portées par l'UNSA : santé, IA et protection sociale

La rémunération ne saurait constituer l'unique levier d'attractivité et de reconnaissance. L'UNSA a rappelé au ministre ses exigences sur plusieurs dossiers structurants :

- **Intelligence artificielle** : ouverture indispensable d'une négociation en vue d'un accord-cadre garantissant une IA souveraine, éthique et au service des agents, excluant toute logique de dégradation des conditions de travail.
- **Santé au travail** : lancement sans délai des négociations du second Plan Santé, avec une priorité claire accordée à la santé mentale, devenue un enjeu central dans la fonction publique.
- **Protection sociale complémentaire (PSC)** :
 - respect strict des accords signés dans la fonction publique de l'État ;
 - mise en œuvre effective du nouveau régime d'invalidité avant 2027 ;
 - financement intégral et pérenne de la compensation financière due aux universités (MESR).

3. Protéger et valoriser les agents publics

L'UNSA a pris acte de l'annonce d'un futur projet de loi relatif à la protection des agents publics. Elle sera particulièrement vigilante : ce texte doit renforcer la sécurité juridique et fonctionnelle des agents, sans remettre en cause les garanties statutaires ni fragiliser les principes fondamentaux de la fonction publique.

Par ailleurs, la négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes doit impérativement déboucher sur des avancées concrètes, mesurables et opposables dès cette année.

4. Horizon 2035–2050 : quelle fonction publique pour demain ?

Le ministre a annoncé l'ouverture d'une réflexion stratégique de long terme sur les missions de l'État, intégrant les enjeux démographiques, technologiques et climatiques.

Position de l'UNSA : si une réflexion prospective est légitime, elle ne saurait se traduire par un recul de la présence humaine des services publics ni par une remise en cause des missions de proximité. Le dialogue social doit rester le levier central de toute transformation durable.

Conclusion

Si les orientations présentées par le ministre confirment la pertinence des analyses et des revendications portées par l'UNSA, l'essentiel reste à venir. Seuls des engagements budgétaires clairs et des actes concrets permettront de transformer ces annonces en progrès réels pour les agents.

L'UNSA continuera à peser pleinement dans chaque négociation afin que 2026 marque un véritable tournant pour les carrières, les rémunérations et les conditions de travail dans la fonction publique.